



Des louanges pour le système éducatif suisse et un blâme pour la densité réglementaire

Les entreprises suisses sont globalement satisfaites de l'environnement économique. Elles tiennent en particulier à des systèmes éducatif et de formation de qualité et à une politique fiscale attrayante à long terme. Elles estiment par contre que la densité réglementaire est problématique. Pour la première enquête représentative du genre, réalisée à la demande de l'Alliance Économie-Politique et d'economiesuisse, l'institut de sondage gfs.bern a interrogé 990 entreprises suisses, petites et grandes.

Divers sondages sont régulièrement réalisés auprès de la population pour savoir où le bât blesse. Dans le cadre de la récente étude publiée par gfs.bern, cette question a été posée, une fois n'est pas coutume, aux entreprises suisses. Près de 1000 entreprises de toutes les tailles et de toutes les régions du pays se sont prêtées à l'exercice et ont évalué l'environnement économique. La situation actuelle est globalement jugée positive: 45% des entreprises interrogées s'attendent à une situation économique stable ces douze prochains mois, les autres s'attendent pour moitié à une amélioration et pour moitié à une détérioration.

La place économique suisse obtient de très bonnes notes sur presque tous les plans. La qualité de la formation et de la recherche en particulier est jugée positive par 89% des personnes interrogées – les infrastructures et la sécurité juridiques obtiennent également un bon résultat. La Suisse fait nettement moins

bien en matière de réglementation: une entreprise sur quatre considère la situation comme «insatisfaisante». En termes de qualité, la réglementation est considérée comme le problème le plus urgent à traiter par les milieux politiques.

Les politiques fiscales et budgétaires restent dans la ligne de mire

Les entreprises attachent une grande importance à un système de formation de qualité. Les prestataires de services financiers, les entreprises industrielles et les artisans, principalement, demandent davantage de moyens financiers pour renforcer la formation, l'innovation et la recherche. Toutes les branches, et plus particulièrement en Suisse romande et au Tessin, souhaitent des solutions pour garantir les assurances sociales et améliorer les charges fiscales.

Les politiques financière et budgétaire reçoivent une bonne note, mais la situation fiscale de nombreuses entreprises pourrait devenir problématique si le niveau d'imposition actuel n'était pas maintenu à l'avenir. À leurs yeux, c'est le thème que les associations économiques helvétiques doivent traiter en priorité.

Accords bilatéraux: les avantages l'emportent pour la grande majorité des entreprises

Les entreprises ont une position des plus claires sur la question européenne. De bonnes relations avec l'UE sont considérées comme un atout pour la place économique et les accords bilatéraux avec l'UE comme le meilleur moyen de les garantir. Pour 76% des entreprises, les accords bilatéraux comportent avant tout des avantages. Les inconvénients dominent pour 10% des personnes interrogées seulement. Cela dit, une intégration politique accrue n'est pas souhaitée.

Finances et fiscalité compétitives



Des finances publiques saines renforcent la confiance dans la place économique. Globalement, la Suisse a bien fait les choses dans ce domaine. Cela vaut aussi pour sa politique fiscale, qui mise sur un système axé sur la concurrence.